

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Ville, urbain (France) > **17 novembre, contre la hausse du prix des carburants : Un appel qui (...)**

17 novembre, contre la hausse du prix des carburants : Un appel qui rencontre aujourd'hui un large écho dans les milieux populaires

mercredi 14 novembre 2018, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2018).

Sommaire

- [17 novembre : l'instrumentalis](#)
- [Justice sociale : ce n'est \(...\)](#)

Contre le gouvernement des riches, bloquer l'offensive, taxer les profits, augmenter les revenus

Ce samedi 17 novembre auront lieu de nombreux « blocages » contre les hausses du prix des carburants. Lancé au départ comme un mouvement citoyen, largement appuyé par les patrons du transport et relayé par la droite et l'extrême droite, cet appel rencontre aujourd'hui un large écho dans les milieux populaires. Si nous ne savons pas encore l'ampleur que prendra la journée de samedi, de larges secteurs s'en saisissent pour exprimer leur colère contre un gouvernement au service des riches qui fait les poches aux pauvres.

Cette colère est légitime et bienvenue : alors que le prix du carburant a explosé de façon spectaculaire pour tous les automobilistes, les patrons du transport sont eux globalement exonérés du paiement d'une grande partie de ces taxes. Outre qu'elles sont injustes socialement, ces taxes sur les carburants sont aussi inefficaces sur le plan écologique car toutes les raisons qui contraignent les travailleurs à utiliser leurs voitures individuelles sont bien supérieures aux incitations fiscales à ne pas les utiliser.

La période ouverte par la mobilisation autour du 17 novembre doit être l'occasion de mettre en avant des revendications essentielles qui ne peuvent en rester à la seule question de la hausse du prix du carburant. Il faut refuser la TVA et l'ensemble des taxes, ces impôts indirects totalement injustes qui amplifient les inégalités. À l'inverse, il faudrait taxer les profits et réquisitionner les multinationales, en premier lieu celles qui font leur beurre sur le commerce du pétrole et pratiquent l'évasion fiscale... Nous avons besoin de transports en commun gratuits pour en finir avec le « tout voiture » coûteux et nuisible pour l'environnement. Enfin, nos revenus, salaires et pensions, doivent être augmentés de 300 euros pour pouvoir vivre dignement.

Contre les tentatives de récupération par la droite et l'extrême droite, le NPA apporte son soutien à toutes les initiatives locales, en particulier celles issues du mouvement social, qui permettront au 17 novembre de porter ces revendications. Au-delà de cette journée est posée plus que jamais la nécessité de construire une riposte d'ensemble contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, pour la justice sociale. La gauche sociale et politique doit reprendre l'offensive : il y a urgence.

•
<https://npa2009.org/communiqu/contre-le-gouvernement-des-riches-bloquer-loffensive-taxer-les-profits-augmenter-les>

17 novembre : l'instrumentalisation d'une colère légitime ?

Depuis plusieurs semaines, amplifiés la toute dernière, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre prochain. Contre l'augmentation vertigineuse du prix du diesel, de 23 % en un an et de 5 % en un mois, sans compter celle du prix de l'essence, de 15 % pour cette année. Qu'en penser ?

Dans les classes populaires, dont des millions de salariéEs qui ont besoin de leur voiture pour aller au travail, ou ont besoin de fuel pour chauffer leur logement, ces appels ont trouvé une grande résonance. Selon un sondage largement relayé par les médias, 80 % de la population partagerait l'indignation. Et la colère est bien compréhensible, et légitime : alors que tout augmente, carburants, loyers, prix de denrées de première nécessité, seuls les salaires et pensions stagnent, autant dire reculent par rapport à la hausse des prix. Et beaucoup ont la nette impression d'être soumis à un racket pur et simple de la part du gouvernement. Édouard Philippe n'est guère convaincant lorsqu'il tente de justifier cette hausse par les nécessités de la « transition écologique ». En réalité, la « fiscalité verte » sert moins aux programmes de protection de l'environnement qu'à colmater un budget de l'État très amoindri par... les innombrables cadeaux fiscaux consentis aux entreprises.

Un ras-le-bol compréhensible, mais...

Cette attaque brutale contre le pouvoir d'achat concerne toutes les catégories de travailleurEs, et en premier lieu les millions de salariéEs qui, en ville comme dans les zones rurales, sont dépendants de leur véhicule pour pouvoir travailler. Nombre d'entre elles et eux ont signé des pétitions en ligne, relayé les vidéos virales ou les pages Facebook appelant au blocage dans leur ville ou leur département.

Ce qui jette quelque trouble, c'est que parmi les responsables de cette agitation en ligne se trouvent des professionnels du transport routier, petits mais aussi gros patrons qui, avant tout, défendent leurs intérêts. Des catégories habituées de longue date à se mobiliser sur ce genre de revendications, et qui pour certaines ont déjà pris l'initiative de bloquer les routes la semaine dernière, comme en Haute-Savoie ou dans le Jura. Et l'extrême droite et la droite s'engouffrent dans la brèche, s'affichant ostensiblement comme soutiens voire initiateurs du mouvement. Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Laurent Wauquiez : tous envoient des -messages d'appui.

Ce milieu sait se défendre. Sur un problème similaire, il a déjà su, contre une « écotaxe » il y a trois ans, faire reculer un gouvernement. Leurs blocages pourraient à nouveau imposer un recul à Macron. Et s'ils ne l'emportaient pas, ils se débrouilleraient pour répercuter leur manque à gagner sur leurs salariéEs ou les consommateurEs...

Aux travailleurEs de faire entendre leur voix

C'est pourquoi entre leur colère et celle de millions de travailleurEs, il y a quelque différence, à la fois de revendication et de moyens de lutte. Eux se bornent à réclamer la suppression de cette hausse, sans mettre en avant la hausse générale des salaires et des pensions ainsi que l'indexation des salaires sur les prix, dont ceux des carburants. Eux se borneront à bloquer et exhiber un gilet jaune, les travailleurEs de leur côté peuvent et doivent envisager une riposte par leur arme qui est la grève. Car oui la colère est légitime, oui nous devons réagir et l'envie ne manque pas, comme le montrent les discussions dans les milieux populaires. Et enfin oui, la perspective de cette journée de mobilisation - dont il est pour l'instant impossible de savoir quelle en sera la réalité - donne quelques sueurs froides au gouvernement.

Au motif de l'influence de l'extrême droite, les organisations syndicales comme la CGT ou Solidaires expriment surtout la méfiance, dénoncent « l'instrumentalisation », mais se contentent de la politique de l'autruche sans rien proposer... quitte à laisser le champ libre aux démagogues d'extrême droite, et en laissant les travailleurEs sans perspectives de lutte pour leur niveau de vie.

Mais l'heure n'est pas à la passivité. Car la colère devient flagrante dans l'ensemble du monde du travail. Il serait donc urgent de prendre des initiatives de mobilisation autour de revendications pour les salariéEs, avec des mots d'ordre clairs, contre le gouvernement : l'augmentation générale des salaires contre la vie chère et leur indexation sur le carburant, la gratuité des transports en commun, une fiscalité écologique qui taxerait les grandes et riches entreprises polluantes plutôt que la grande masse des travailleurEs.

Étienne Bridel

• Créé le Vendredi 9 novembre 2018, mise à jour Vendredi 9 novembre 2018, 16:36 :
<https://npa2009.org/actualite/politique/17-novembre-linstrumentalisation-dune-colere-legitime>

Justice sociale : ce n'est pas le 17 novembre que nous pourrons nous faire entendre !

Depuis une semaine, circulent largement des appels à « manifester » le samedi 17 novembre, à « bloquer des routes ou des ronds-points », ou à « mettre un gilet jaune sur son tableau de bord ». Ces appels ont été largement relayés par les médias et les réseaux sociaux, et trouvent un écho dans les milieux populaires.

Le ras-le-bol que ces appels expriment est compréhensible. La hausse des prix des carburants, notamment celui du diesel, fait effectivement beaucoup râler dans les milieux populaires, car elle est perçue comme une mesure de racket à l'égard de toutes celles et ceux qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour aller travailler ou circuler pour les besoins de la vie quotidienne. Tout cela traduit pour partie un mécontentement social contre un pouvoir fort justement perçu comme un « gouvernement des riches ».

Pour autant, cette mobilisation est problématique. D'abord parce qu'avant d'être l'expression d'un mécontentement populaire, cette mobilisation est surtout porteuse d'une vieille revendication du patronat routier, pour qui les profits se mesurent à l'aune des tonnes de carburant mises dans les cuves de ses camions qu'il répand en masse sur le réseau routier, en contradiction avec les mesures les plus élémentaires de préservation de l'environnement. De plus, à l'origine et en soutien à ces

appels présentés comme « citoyens » et « apolitique », on retrouve la droite extrême et l'extrême droite à la manœuvre : vidéo virale d'un dénommé Franck Buhler, militant d'extrême droite (dont les vidéos ont totalisées des millions de vue sur internet), soutiens immédiats de Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, rejoint ensuite par les (très à droite) Jeunes Républicains, relais dans la « fachosphère »...

On ne s'y trompera donc pas. Tout comme les syndicats CGT et Solidaires, samedi 17 novembre, nous ne mêlerons pas nos colères aux manœuvres des patrons et aux récupérations de l'extrême droite qui n'est pas une alliée de circonstance mais reste notre ennemie mortelle. Oui, tout augmente sauf les salaires, et les classes populaires ont bien raison d'avoir ras-le-bol de l'augmentation du carburant et des prix en général, conséquence du décrochage de plus en plus important entre les salaires (ou les pensions) et l'inflation. Oui, Il faut prendre sur les profits des capitalistes pour augmenter nos salaires. Oui, nous avons besoin de transports en commun gratuits. Et oui, une nouvelle organisation sociale est nécessaire, où nous n'aurions pas à nous serrer la ceinture pour mettre 10 litres de plus dans le réservoir de notre véhicule pour aller bosser pour des salaires de misère...

Tout cela, il faudrait pouvoir le dire, touTEs ensemble, dans la rue, par la grève, en bloquant le pays. Mais nous ne pourrons pas le dire le samedi 17 novembre dans des actions ou des rassemblements prétendument « citoyens »aux allures de foire poujadiste, dans lesquels nous nous retrouverions au côté des ennemis les plus farouches du mouvement ouvrier.

NPA, Montreuil, le 31 octobre 2018

•

<https://npa2009.org/communiqu/justice-sociale-ce-nest-pas-le-17-novembre-que-nous-pourrons-nous-faire-entendre>
